

Pour un Smic à 1 800 €, il est urgent d'agir

Le Smic, les minima dans les branches et les entreprises, ainsi que le point d'indice des fonctionnaires doivent être augmentés de manière forte, lisible et rapide.

Porter immédiatement le Smic à 1800 € brut par mois (+ 300 €) soit + 20 %, c'est bon pour :

- les Smicards, qui peinent de plus en plus à finir les mois en raison de l'augmentation des prix, notamment ceux des produits de première nécessité ;
- l'augmentation de tous les salaires dans la même proportion, pour reconnaître les qualifications, les diplômes et l'expérience professionnelle ;
- le redressement économique du pays, en permettant un retour de la croissance grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages.

Un choix contre les travailleurs

Le gouvernement et le patronat sont responsables de la situation sociale fortement dégradée dans le pays. Au 1^{er} janvier 2019, le gouvernement a fait le choix d'augmenter le Smic d'1,5 % seulement, soit une vingtaine d'euros, pour le porter à 1521 € par mois.

Ce refus de revaloriser le salaire minimum – et plus globalement les salaires – est une insulte pour les travailleurs et leurs familles. C'est un moyen utilisé pour empêcher une répartition juste des richesses créées par le travail.

L'heure n'est pas aux tours de passe-passe, aux escroqueries, aux fausses augmentations ou autres combines malhonnêtes dont l'objectif final consiste à ne pas augmenter le Smic et les salaires.

Tout le monde a bien compris que l'augmentation de la prime d'activité est une imposture. Cette augmentation est une anticipation de mesures déjà prises et sera payée par l'impôt, donc par nous tous. Cette prime d'activité va également renforcer les discriminations entre les femmes et les hommes. Ce sont majoritairement les femmes qui sont payées au Smic. En attribuant cette prime en fonction des revenus d'un foyer, cela conforte l'idée que les femmes, notamment, ne peuvent bénéficier de cette aide puisque leur conjoint touche plus.

Le gouvernement français pourrait suivre l'exemple de l'Espagne dont le salaire minimum vient d'être augmenté de 22 %.

Les moyens financiers existent

La rémunération individuelle moyenne des patrons du CAC 40 atteint 5 millions d'euros par an, soit plus de 280 années de Smic. Cette augmentation de 14 % est la plus forte sur les dix dernières années.

Pour les patrons des 120 plus grandes entreprises, la rémunération individuelle moyenne annuelle s'établit à 3,8 millions d'euros pour 2017, soit 214 années de Smic avec une hausse de salaire de 10 %. L'an passé, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 94 milliards d'euros de profits, soit le même niveau que 2007.

Chaque année, les entreprises perçoivent 230 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et fiscales, sans contrôle ni évaluation, et encore moins remboursement en cas de fermetures ou de licenciements boursiers.

Par exemple, depuis 2013, le CICE s'élève à 100 milliards d'euros. Il est temps d'en finir avec cette gabegie financière et cet assistanat qui servent seulement à remplir les coffres-forts des actionnaires... Comme le dit Emmanuel Macron, il y a vraiment un pognon de dingue dans le pays !

La CGT revendique également :

- l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'ouverture immédiate de négociations salariales dans les entreprises et les branches ;
- répartir justement les gains de productivité pour favoriser la croissance et l'emploi.

Le 7 janvier 2019